



## Le Courrier Journal de l'académie de Versailles

Avril mai juin

2020

Bimestriel n° 185

### Un geste barrière face à la crise : Toujours plus de collectif !

**D**epuis plusieurs mois, la France reste du monde traverse une crise sanitaire majeure. L'annonce du confinement a entraîné une transformation en profondeur de notre manière de travailler. Contrairement aux annonces d'un ministre à la fois décrédibilisé et refusant de reconnaître ses erreurs, notre institution n'était pas prête à la continuité pédagogique. Dans cette optique et comme dans les autres services publics, ce sont les personnels qui ont fait preuve à la fois d'une capacité d'adaptation et de travail pour limiter les effets de la crise sur les élèves. Ce sont les plus fragiles qui se sont retrouvés les plus démunis dans ces conditions. Pourtant, plutôt que de faire son *mea culpa*, notre ministre a continué à masquer les lacunes et les dangers de sa politique pour suivre sa vision libérale et rétrograde de l'Ecole. La tribune publiée comme le par des hauts fonctionnaires traduit d'ailleurs la défiance vis-à-vis de M. Blanquer et de la voie qu'il trace depuis trois ans.

Depuis plus de deux mois, les personnels ont continué de porter notre institution à bout de bras. La CGT Educ'action a dénoncé les pressions inacceptables sur les collègues de la part d'IEN et de chefs d'établissement. Cela s'est traduit également par un refus de notre administration de répondre aux différentes motions d'alerte, courriers pour dénoncer les conditions de reprise à partir du 11 mai. Cette réouverture correspondait à une volonté économique de permettre le retour des travailleurs.euses en confiant les plus jeunes à l'Ecole.

Le manque d'Ecole se fait et se fera cruellement sentir pour les élèves les plus fragiles, pour les futurs étudiant.e.s et travailleur.euses qui n'ont pas pu aller au bout de leur formation. L'Ecole, élément central du fonctionnement de la société et bien souvent son miroir, va subir de différentes manières la crise économique et social qui va suivre. Nous allons avoir besoin de toujours plus de collectif, d'entraide entre les personnels et avec les élèves et les familles pour porter notre projet émancipateur mais aussi pour résister au dogmatisme qui mêle libéralisme économique et réaction morale. Notre ministre en est d'ailleurs un excellent exemple. Nous serons donc au rendez-vous des enjeux qui s'annoncent, les rangs serrés et le poing levé !

Mathieu Moreau  
Co-secrétaire  
Académie de Versailles

#### SOMMAIRE

Édito	1
Malgré les mesures barrières, le gouvernement et le patronat avancent main dans la main !	2
Entretien avec Marie Buisson, secrétaire générale de la Fédération Education Recherche Culture : quelles propositions pour le jour d'après ?	3
Les échos des SDEN	4-5
Confinement : l'autre souffrance	6
Hommage à notre camarade Jean Claude Potvin	7
Les sales profs	7
Contacts	8

## Malgré les mesures barrières, le gouvernement et le patronat avancent main dans la main !

**D**ans une tribune commune avec les organisations patronales allemandes et italiennes, le MEDEF affirmait début mai, au tout début du déconfinement, sa volonté de vouloir peser sur les politiques publiques pour relancer l'économie face à la crise qui s'annonce. Quelle surprise d'entendre que les patrons veulent influencer les choix qui seront faits ! C'est l'inverse qui aurait été surprenant voire une preuve de lucidité.

Nous le disions dans l'édito, cette crise comme toutes les crises est un moyen de prendre le temps de la réflexion pour faire un point sur notre société et la direction qu'elle prend. Il faut resituer le contexte de cette crise sanitaire. Notre organisations au sein d'une intersyndicale unitaire s'inscrivent dans une opposition au projet de loi de retraite visant à mettre en place un système par points basé notamment sur l'évolution du PIB. Nous dénonçons dans nos publications avant la mobilisation et dans la rue à partir du 5 décembre que cette réforme aurait des conséquences sur les pensions de

retraite et sur l'âge de départ notamment. Elle mettait en péril le système solidaire tel qu'il était pensé comme embryon de socialisme et surtout comme socle du fonctionnement de notre société.

Aujourd'hui, alors qu'un corps microscopique balaie les grandes puissances comme les pays les plus défavorisés, les mêmes qui nous assuraient de la solidité du projet de loi s'alarment de la récession à venir et de la nécessité de faire des choix, des sacrifices pour relancer l'économie.

Cela s'est traduit tout d'abord par la mise en place de la loi d'urgence sanitaire. Le gouvernement a profité de manière scandaleuse de la crise pour déroger, dans certains secteurs économiques dits essentiels mais non définis, aux règles du droit du travail.

Ainsi, le gouvernement a mis en place certains nombres de mesures qui viennent casser les règles du droit du travail qui étaient déjà bien fragilisées :

- la durée quotidienne maximale de travail est portée à 12 heures, au lieu de 10 heures actuellement, celle du travail de nuit à 12 heures au lieu de 8 heures ;
- il décide de réduire le temps de repos entre 2 journées de travail à 9 heures contre 11 heures minimum aujourd'hui ;
- il fixe la durée maximale de travail hebdomadaire à 60 heures contre 48 heures jusqu'ici et augmente également les durées de travail hebdomadaire, dans le secteur agricole ainsi que le travail de nuit ;
- il instaure l'extension du travail le

dimanche et prévoit la possibilité d'user de ces régressions jusqu'à décembre 2020.

De même, le gouvernement entend décider seul, de la définition des secteurs essentiels à la vie du pays et dont l'activité doit être maintenue.

Comment comprendre dès lors le discours d'un président qui, la main sur le cœur et des trémolos dans la voix, affirme avoir entendu les difficultés des travailleurs.euses dans l'hôpital comme ailleurs, saluant les petites mains qui font la France sans pouvoir cacher une forme de dédain et de misérabilisme pour ceux qu'ils considèrent comme n'étant rien depuis le début de son quinquennat. Le monde d'après ne peut être celui de l'allongement de la durée du travail, de la réduction des jours de congés et de la baisse des salaires au nom de la sauvegarde de l'économie et en particulier du taux de profit des capitalistes.

Les travailleurs.euses pour beaucoup laissés pour compte dans leur boîte ou dans leur administration ont fait la preuve s'il en était besoin qu'ils n'avaient pas besoin d'une hiérarchie sur leur dos pour travailler efficacement. Ils ont fait la preuve que nous avons besoin de collectifs de travail où nous décidons de notre outil en fonction des besoins et non des impératifs du capital.

Dans le même temps, la question environnementale ne peut s'arrêter à du greenwashing mais doit se poser globalement en remettant à plat ce qui relève de l'intérêt et répond à des logiques de profit et ce dont nous avons vraiment besoin. Nous avons entamé au sein de la CGT ce travail majeur permettant de distinguer ce qui relève des besoins essentiels et des besoins non essentiels. Il faut maintenant convaincre autour de nous de la nécessité de la transformation de notre système social, économique et environnemental.

Mathieu Moreau

Co-secrétaire académique Versailles



## Entretien avec Marie Buisson, secrétaire générale de la Fédération Education Recherche Culture : quelles propositions pour le jour d'après ?

**L**a période que nous venons de traverser a produit beaucoup de bouleversements et conduit à nous interroger sur le jour d'après...

Effectivement, la crise sanitaire avec ses angoisses individuelles et collectives, et l'expérience du confinement et de l'arrêt des activités non essentielles ont soulevé beaucoup de questions et révélé des dysfonctionnements et des manques.

En premier lieu il est évident que beaucoup de choses qu'on dénonçait avant la crise sont devenues plus visibles. La montée des inégalités, les salaires beaucoup trop bas pour nombre de professions pourtant indispensables, le manque d'investissement de l'Etat dans les services publics...

La crise a aussi révélé toutes les failles d'un système économique entièrement tourné vers la rentabilité immédiate et le versement de dividendes aux actionnaires, avec leur corollaire : manque d'investissement industriel, délocalisation, dumping social.

**Dans ce contexte, pourquoi la CGT a-t-elle décidé de sortir un document de propositions intitulé « Le progrès social et environnemental c'est possible et urgent »?**

D'abord parce qu'il ne suffisait pas de dire

qu'on avait raison et qu'on avait tout compris avant les autres. Si beaucoup de nos analyses et de nos luttes restent d'actualité, nous devons aussi nous interroger à la lumière de cette crise et de l'expérience inédite que nous avons vécue. Cette expérience a été vécue par beaucoup de manière isolée, souvent loin des lieux de travail et de militantisme. L'enjeu est d'en faire maintenant une expérience collective. Au-delà de cette démarche il s'agit aussi d'être prêt à affronter un gouvernement et un patronat qui vont vouloir profiter de la crise économique pour attaquer nos droits, nos salaires, nos conditions de travail.

Comme on a pu le voir en 2008, la crise entraînera des disparitions d'emplois. Il est urgent de faire des propositions pour ne pas laisser les travailleuses et les travailleurs payer cette crise.

**Peux-tu nous citer parmi les propositions quelques unes qui te semblent les plus parlantes ?**

La première à laquelle je pense est l'interdiction des licenciements pour toutes les entreprises qui ont touché des aides de l'Etat et dégagé des bénéfices en France ou à l'étranger. On peut citer aussi le gel du versement des dividendes.

A plus long terme il y a aussi des mesures pour renforcer les services publics, remettre la gestion des outils de travail entre les

mains des salariées. Cette dernière mesure si elle n'est pas nouvelle pour la Cgt a montré

toute sa pertinence au moment où il a fallu réorganiser rapidement les productions dans des usines où les dirigeants étaient en télétravail !

**En plus des 12 pages de propositions, la CGT a aussi participé à la rédaction d'un plan de sortie de crise avec un collectif d'associations, d'ONG et de syndicats. Pourquoi cette démarche ?**

Cette démarche est antérieure à la crise. Elle a été initiée depuis quelques mois et elle est la poursuite des actions militantes lancées l'année dernière comme « Fin du monde, fin du mois, même combat ! ». Les questions écologiques et environnementales montent fortement dans toute la société, et, évidemment, dans la CGT. De nombreuses actions et initiatives mêlent les questions sociales et environnementales et se construisent autour de luttes telles que le maintien du train Perpignan-Rungis ou de l'usine de recyclage de papier de la Chapelle Darblay. L'objectif est de se battre ensemble pour permettre aux travailleuses et aux travailleurs de reprendre la main sur la production, de produire mieux, plus proprement, et en améliorant leurs conditions de travail et de salaire.

Dans la période il est indispensable de construire des fronts de lutte et de propositions porteurs d'espoir.

**Pour en savoir plus concernant les propositions de la CGT et le Plan de sortie de Crise :**

<https://www.cgt.fr/actualites/europe/mobilisation/plus-jamais-ca-un-monde-reconstruire>

<https://www.cgt.fr/dossiers/le-progres-social-et-environnemental-cest-possible-et-urgent>



# L'écho des départements

## CGT Educ'action 78

Alors qu'une grande partie des équipes étaient confinées, certains établissements des Yvelines accueillant des dispositifs relais ont appris avec sidération le licenciement de l'éducateur·trice en charge du suivi des élèves.

Les dispositifs relais, à travers les classes relais mobiles, les classes relais et les ateliers relais, constituent un moyen

de lutte contre la marginalisation scolaire et sociale des jeunes encore soumis à l'obligation scolaire. Ils contribuent à réduire les sorties du système éducatif, trop précoces et/ou sans diplôme.

Pour pallier la perte de l'éducateur·trice qui encadre ces élèves, les accompagne dans leur projet personnel, gère les problèmes disciplinaires, fait le lien

entre les équipes des établissements d'accueil et d'origine et assure le suivi avec les familles, le rectorat de Versailles a proposé l'équivalent d'un poste voire d'un demi-poste d'AED. Comment peut-on supposer qu'un·e assistant·e d'éducation soit en mesure d'accomplir, même avec la meilleure volonté du monde, le travail réalisé par les éducateur·trices ? La com-

plexité de la tâche, couplée à une absence totale de formation, ne peut reposer sur les épaules d'un·e assistant·e d'éducation. En cette période où il est particulièrement complexe de recruter des AED, compte tenu des conditions qui leur sont offertes (faiblesse des rémunérations, précarisation) il est aberrant d'imposer aux établissements la charge d'un recrutement supplémentaire et de faire reposer la pérennité des dispositifs relais sur la bonne volonté des futures collègues.

Dans les Yvelines, sur les 14 établissements accueillant des dispositifs relais, 12 sont animés par des éducateur·trices de l'AD-PEP 78 qui prend en charge leur rémunération. Ce sont ces éducateur·trices qui ont été licencié·es en raison de difficultés financières..



## CGT Educ'action 91

### Pas de médailles, mais des moyens !

Depuis plus d'un an, les personnels de la santé, du médico-social, toutes catégories confondues, étaient mobilisés pour exiger plus de moyens pour bien travailler au service de la population. La crise dans ce secteur existait bien avant l'épidémie du Covid-19. Le drame sanitaire, que nous avons vécu, n'a fait que l'accentuer et la révéler aux yeux du monde. La mise en place d'une commission dite Véran et Segur de la santé, présidée par l'ancienne dirigeante « syndicale » Nicole Notat, apparaît plus comme un enfumoir qu'une vraie volonté de prise en compte de ce qu'a révélé cette crise.

En effet, cette politique de casse de notre système de santé s'est même poursuivie pendant le confinement. Ainsi, début mai 2020, en pleine pandémie, alors que la situa-

tion dramatique du service public de santé explosait aux yeux de tou-te-s, le contrat en partenariat public privé entre Eiffage et le groupement hospitalier nord Essonne (GHNE) pour la construction et l'entretien de l'hôpital Paris-Saclay a été signé pour un montant de 141 millions d'euros.

L'expérience catastrophique de la fusion des hôpitaux de Corbeil et d'Evry et du Partenariat Public Privé au Centre Hospitalier Sud-Francilien avec le même groupe Eiffage n'a donc pas servi de leçon ! En 2011 à la réception des bâtiments du CHSF, l'hôpital dénonçait des défauts sur les équipements et émettait 8.000 réserves ou malfaçons ! Devant le désastre, le PPP était rompu, mais Eiffage partait avec 80 millions d'euros de dédommagement !

Si le gouvernement persistait dans la construction d'un hôpital unique à Saclay cela

entraînerait la fermeture des hôpitaux de Juvisy, Longjumeau et Orsay. On passerait de 985 lits répartis sur ce territoire à 416 lits sur le Plateau. La CGT milite pour le maintien des 3 hôpitaux Nord-Essonne et leur rénovation, l'abandon du contrat PPP avec Eiffage et la construction d'un quatrième hôpital public sur le plateau de Saclay.

Le mardi 16 juin, la CGT Santé, la CFE-CGC, FO, SUD, l'UNSA, le collectif Inter-Urgences, la Coordination Nationale des Comités de Défense des Hôpitaux et des Maternités de proximité ont décidé d'une grande journée d'actions pour exiger une autre prise en compte par le gouvernement de la situation de notre système de soins et de ses personnels. Parce que la santé est l'affaire de toutes et tous, la CGT Education 91 soutient les mobilisations du 16 juin, qui devraient se prolonger sous la forme de «mardis de la colère» !

## CGT Educ'action 92

### Carte scolaire 1<sup>er</sup> degré : business as usual

Pour la DSDEN des Hauts-de-Seine, épidémie ou non, les fermetures de classes à la rentrée 2020 doivent avoir lieu, et en grand nombre. Pire, ces fermetures touchent en grande partie l'éducation prioritaire, alors que la fermeture des écoles pendant le confinement a agi comme un révélateur des inégalités sociales face à l'École. Le département des Hauts-de-Seine aura ainsi un solde négatif à la rentrée 2020 (-9 postes), ne bénéficiant d'aucun des postes supplémentaires annoncés par le ministre fin mars. Les conséquences sont claires : l'augmentation des effectifs par classe, des CP/CE1 « dédoublés » à 15 au lieu de 12, l'abandon des dédoublements des grandes sections en

éducation prioritaire, etc.

Manifestement, les larmes de crocodile de Blanquer sur les inégalités qui se sont creusées pendant le confinement ont bien vite séché. Derrière les discours, nous constatons la même baisse significative des moyens en éducation prioritaire dans le 2<sup>nd</sup> degré. Cela est particulièrement inacceptable avec la situation que nous avons connue depuis mars. Tout doit au contraire être mis en œuvre à la rentrée 2020 pour améliorer les conditions d'apprentissage des élèves.

### Les mineur-es non accompagné-es en difficulté pendant le confinement

Si la crise sanitaire et le confinement ont touché tout le monde, certain-es ont vu

leur situation particulièrement fragilisée au cours de cette période. Les mineur-es et jeunes majeur-es isolé-es étranger-es, déjà dans une situation très précaire, ont ainsi souvent été privé-es des mesures de protection, du soutien et de l'accompagnement dont ils devraient bénéficier tout le temps, que ce soit pour l'accès à la nourriture, l'hébergement, les soins, etc.

C'est dans ce contexte que la CGT Educ'action 92 s'est associée à l'initiative lancée par le collectif RESF MIE 92 pour demander que soient mises en places des mesures contraignantes visant à assurer la protection de tou-te-s les mineur-es non accompagné-es et plus généralement pour exiger un changement de politique à l'égard des étranger-es vivant en France.

## CGT Educ'action 95

### Y a-t-il encore une administration à la DSDEN du Val d'Oise ?

La crise que nous traversons est inédite par son ampleur et par son déroulement. Elle a bousculé le fonctionnement scolaire obligeant les collègues, les élèves et leurs parents à trouver, souvent avec la plus grande difficulté, des solutions pour permettre la continuité pédagogique. Pourtant, au sommet de notre hiérarchie ministérielle, on assurait que tout était prêt. C'était le début d'une liste à la Prévert de mensonges, approximations et autres bévues de Blanquer. Il est à noter que ce dernier ne semble pas faire l'unanimité même parmi les cadres de l'Éducation Nationale.

Dans cette tourmente anxiogène, angoissante, les personnels de l'éducation ont fait preuve d'une capacité d'adaptation, d'un souci des élèves et d'une grande force de travail. L'injonction à reprendre en présentiel à partir du 12 mai, sans **entendre** les préconisations du conseil scientifique, du groupe de travail du Sénat, les associations de professionnels de santé, marque la volonté de la part de notre ministère de servir

l'économie au détriment de la santé des personnels, des élèves et de leurs proches. Il ne met à l'heure actuelle pas le même zèle à faire reprendre les collèges et les lycées dans les remontées que nous avons.

Face à cette injonction, les collègues du premier degré dans le Val d'Oise ont produit collectivement plus de 130 motions dans le département pour prévenir, alerter sur l'impossibilité de faire appliquer un protocole sanitaire loin de la réalité du terrain d'une école maternelle ou élémentaire. Ces courriers d'alerte, ces interpellations collectives et individuelles sont restés lettre morte sans réponse officielle écrite, ni du DASEN, ni des IEN, pourtant chefs de service. Et ce malgré le cadre légal qui le leur impose. La loi est visiblement à géométrie variable.

C'est donc bien l'objet de notre information Y a-t-il encore une administration ? Cette absence de réponse se double dans de nombreux endroits d'un zèle stupéfiant des IEN. Il s'agit certainement d'afficher le meilleur présentiel de professeurs au grand concours national de l'injonction. Cela se traduit aussi par une pression sur les ASA pourtant de

droit durant le mois de mai sous certaines conditions.

Halte au mépris : il s'agit maintenant d'avoir des réponses, d'une administration qui prenne ses responsabilités et ne soit pas seulement dans les injonctions souvent contradictoires. Il s'agit de prendre en compte la dimension humaine pour les personnels, pour les élèves et pour leurs proches d'une période où la crise sanitaire s'accompagnera d'une crise économique d'ampleur. Un ministre despotique imposant un dogme pédagogique au service d'une vision réactionnaire de la société en s'appuyant sur une hiérarchie intermédiaire zélée pour mettre au pas les personnels qui œuvrent pourtant au plus près du terrain, ce n'est pas l'école que nous souhaitons. Nous défendons au contraire des collectifs de travail reprenant en mains leur outil de travail, capables de résister à l'autoritarisme de petits chefs à qui l'on a confié un pouvoir de nuisance. Nous appelons la DSDEN mais plus globalement l'administration à apporter les réponses aux personnels et à leurs organisations syndicales. Nous les appelons aussi à écouter et suivre les prises de positions collectives prouvant ainsi qu'entendre c'est aussi écouter.

## Confinement : l'autre souffrance

Depuis le 13 mars, les personnels de l'Éducation nationale ont fait face à des modifications de leurs conditions de travail sans précédent qui ne sont pas sans conséquences sur leur santé physique et mentale.

En l'absence totale de concertation avec les organisations syndicales représentatives, ils et elles ont eu la désagréable surprise de prendre connaissance de ces modifications par le biais des médias, en même temps que le reste des Français es !

Les nombreux revirements du ministre Blanquer, les manipulations médiatiques auxquelles il s'est livré ou encore l'absence de cadrage clair organisant l'enseignement à distance ont plongé nombre de collègues dans un profond désarroi, les laissant parfois à la merci de « supérieur es zélé es ».

La mise en œuvre de la « continuité pédagogique » a poussé l'ensemble des collègues à modifier leurs pratiques en un temps record, sans le moindre accompagnement, la moindre formation ou la moindre écoute, au prix d'une importante charge de travail, et dans des conditions matérielles difficiles. En dépit des affirmations du ministre, chacun e a pu constater que les infrastructures de l'Éducation nationale n'étaient pas prêtes. En plus de l'adaptation des contenus et pratiques, les personnels ont dû se débrouiller pour trouver des solutions numériques et pallier ainsi les carences de

leur administration de tutelle.

Cette situation de télétravail subie, outre le stress qu'elle génère en elle-même, pose aussi des problèmes en terme d'ergonomie : dès la fin de la première semaine, les collègues ont ainsi fait état de raideurs dans la nuque, douleurs articulaires, tensions musculaires, fatigue oculaire, migraines... Elle remet également en question l'acte d'enseigner et le vide de son sens : cet acte perd en pertinence et en efficacité lorsqu'il n'est plus réalisé sous une forme présentielle per-

déstabilisantes.

Les personnels éloignés de leurs familles, isolés de leurs proches, précaires, et en particulier les stagiaires, ont subi davantage la solitude et l'absence de soutien de l'administration.

Déjà fortement éprouvé es, les collègues ont régulièrement été plongé es dans une situation extrêmement anxiogène. Ils et elles ont appris les informations les concernant par le biais des médias. Les informations contradictoires qui se sont succédé dans un contexte rendu encore plus anxiogène depuis le 11 mai, et alors que la France compte près de 30 000 décès liés au Covid-19, ont des effets délétères sur la santé des

personnels : trouble du sommeil, angoisses, pathologies psychosomatiques... Il est urgent que le ministre de l'Éducation nationale prenne conscience de la toxicité de son mode de gestion !

La CGT Educ'action Versailles s'inquiète des répercussions qu'une telle gestion de la crise a sur la santé de l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale. L'employeur ne saurait s'exonérer de ses obligations en matière de santé et de sécurité, même et surtout en période de confinement.

La CGT Educ'action Versailles s'inquiète des répercussions qu'une telle gestion de la crise a sur la santé de l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale. L'employeur ne saurait s'exonérer de ses obligations en matière de santé et de sécurité, même et surtout en période de confinement.



## Hommage à notre camarade Jean Claude Potvin

Camarade, c'est un joli nom camarade,

C'est un camarade, mon Camarade, qui nous a quitté en ce mois d'avril. Jean Claude Potvin, Popo pour beaucoup, a été vaincu par son cancer. Lui qui n'a cessé de lutter contre toutes les injustices et les inégalités. Au syndicat comme en politique son engagement était profond. Jusqu'au bout nous l'avons vu dans les manifs, comme auprès des sans-papiers. Au plan personnel, nous pouvions également compter sur son soutien. Un Ami, un vrai Ami toujours présent dans les moments difficiles mais aussi dans la convivialité, sa porte toujours ouverte, avec Catherine sa femme. Beaucoup le connaissaient, sa grande gueule, ses provocations, sa gouaille, son grand cœur. Combien de combats, de grèves, de manifs n'avons-nous pas partagés ! Militant, mais aussi musicien et Homme de culture. Que de souvenirs affluent, 40 ans d'amitié ne peuvent s'oublier.

Popo, nous n'entendrons plus tes « Salut ma poule » mais tu seras toujours dans nos cœurs et nos pensées.



Mary-Pierre Lenoir, CGT Educ'action 92.

# Les sales profs !



« Été apprenant », le mépris s'affiche et s'assume  
à Ris Orangis

Les personnels de l'Education Nationale de Ris-Orangis ont eu la surprise de découvrir cette communication de la Mairie. Face aux interrogations suscitées, vous verrez ci-dessous la réponse édifiante du Maire.



Cette affiche exclue et disqualifie la majorité des personnels qui au quotidien forment les élèves. Elle affiche à la fois un mépris pour les enseignant.es du lycée professionnel située sur la commune et pour ses élèves, pour les certifié-e-s des deux collèges et les professeur-e s des écoles. En quoi le recrutement d'un-e agrégé-e serait susceptible « d'aider » un-e élève qui s'orienterait ou serait en seconde professionnelle ? En quoi un-e agrégé-e serait plus compétent-e qu'un-e professeur-e des écoles ou qu'un-e certifié-e pour préparer un-e élève à la sixième alors qu'il s'agit de leur travail au quotidien ?

Le Maire semble confondre qualification et concours, cette affiche est une insulte de plus dans un moment de « profs bashing ». Lors du Conseil Départemental Education Nationale du 11 juin, la CGT Education 91 a dénoncé cette campagne de la ville de Ris-Orangis. Quand bien même nous ne voudrions pas des « vacances apprenantes », rien ne justifie une attaque en creux de nos métiers ! Le Ministère doit réagir au plus vite face au mépris clairement affiché par le Maire envers les enseignant.es du premier degré, les certifié-es, non-titulaires, PLP qui exercent dans des établissements sur le territoire de la commune et au-delà. La Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale doit réagir et défendre ses enseignant.es notamment après la période que nous avons traversée.

Evry, le 12 juin 2020

Prof bashing : et ça continue encore et encore !

*Un message clair et collectif a été adressé au ministre Blanquer lors du CSE du 11 juin, lui demandant de parler pour mettre fin au prof bashing qui déferle dans les médias.*

" Les organisations membres du CSE s'indignent de ces discours mal informés, stigmatisant l'ensemble d'une profession. Le service public d'éducation a tenu pendant cette période difficile de part l'investissement des personnels, en dépit des nombreuses difficultés auxquelles ils ont été confrontés. Les facteurs limitant la reprise sont avant tout d'ordre médical et matériel, liés à l'application des consignes et du protocole sanitaires". Ces propos sont portés par une très large intersyndicale dont fait partie la CGT Educ'action.

A l'heure où nous publions ces lignes la réponse se fait attendre... Ou alors faut-il interpréter l'article publié le 14 juin dans le Midi Libre sous le titre « Blanquer réussit sa rentrée des classe » comme une réponse ? En effet le journaliste qui relate son entrevue nous indique : « Le ministre voit s'exacerber les traits de caractère qui préexistaient chez chacun : ces profs habités par une grande conscience professionnelle qui se transforment en véritables héros et ceux qui manquent à l'appel. Il voit se dessiner la carte des absentéistes qui, peu à peu, épouse les contours de celle des grévistes du Bac 2019. »

Déconfinement s'écrit-il en un mot ou en 3 ??

# ADRESSES UTILES



## CGT EDUC'ACTION

263 rue de Paris - Case 549

93 515 Montreuil cedex

☎ 01 55 82 76 55

☎ 01 49 88 07 43

[unsen@ferc.cgt.fr](mailto:unsen@ferc.cgt.fr)

[www.unsen.cgt.fr](http://www.unsen.cgt.fr)

## CGT EDUC'ACTION VERSAILLES

La Rotonde - 32-34 Avenue des Champs  
Pierreux

92 000 NANTERRE

[cgteducversailles@gmail.com](mailto:cgteducversailles@gmail.com)

[eluscgtversailles@gmail.com](mailto:eluscgtversailles@gmail.com)

Tel : 06 40 16 79 39

Co-secrétaires académiques :

Mathieu Moreau

et Frédéric Moreau

Responsable Élus CAPA :

Frédéric Moreau

Permanences téléphoniques

*Permanences tous les vendredi + permanences téléphoniques  
en fonction de nos disponibilités : laissez un message pour  
être rappelés ou envoyez-nous un courriel (Beaucoup d'in-  
formations pratiques et d'actualités sur notre site  
Internet)*

<http://www.cgteduc-versailles.fr/>

### SDEN-CGT 78

Maison des Syndicats

4, place de Touraine

78 000 VERSAILLES

☎ 01 39 49 42 50

☎ 06 75 36 49 58

[cgteducaction78@gmail.com](mailto:cgteducaction78@gmail.com)

<http://www.cgteduc-yvelines.fr/>

Co-secrétaires départementaux :

**Aude Marin La Meslée**

**Sylviane Laporte Fray**

Permanences : Jeudi et vendredi 9  
heures 30—18 heures 30

### SDEN-CGT 91

12, place des Terrasses de l'Agora

91 034 EVRY CEDEX

☎ 09 64 48 48 47

☎ 01 60 78 55 43

[sdencgt91@gmail.com](mailto:sdencgt91@gmail.com)

Secrétaire départemental :

Yannick Billieuc

Permanences : Mardi et jeudi 10h-  
16h, Mercredi 14 H- 16 H

### SDEN-CGT 92

La Rotonde 32-34 Avenue des champs  
Pierreux 92 000 Nanterre

☎ 06 81 96 51 23

Premier degré 06 40 58 25 46

Second degré : 06 38 79 32 38

[cgteduc92@gmail.com](mailto:cgteduc92@gmail.com)

Site : <http://cgteduc92.ouvaton.org/>

Secrétaires départementaux :

Samuel Serre Maxime Pouvreau

Permanences : Le mercredi matin et  
le vendredi à partir de 10h00

### SDEN-CGT 95

82, bd Gal Leclerc

95 100 ARGENTEUIL

☎ 01 34 10 02 55

☎ 06 88 77 36 17

[sden-cgt-95@wanadoo.fr](mailto:sden-cgt-95@wanadoo.fr)

Site : [http://](http://www.cgteducaction95.ouvaton.org)

[www.cgteducaction95.ouvaton.org](http://www.cgteducaction95.ouvaton.org)

Co-secrétaires départementaux :

Olivier Delous, Mathieu Moreau

Permanences : Jeudi à partir de 10  
heures

## ENVIE DE VOUS SYNDIQUER ? REMPLISSEZ LE BULLETIN D'ADHÉSION !

NOM : .....

Prénom : .....

PLP, Certifié, Agrégé, Instit., PE, PEGC, CPE, MA,

Assistant d'éducation, Contractuel, Vacataire, ATSS (entourez)

Adresse Personnelle :

.....

.....

Code postal : .....

Établissement :

Nom :

.....

Adresse :

.....

.....

Code postal :

.....

Bulletin à renvoyer à la CGT Educ'action Versailles La Rotonde - 32-34 Avenue des Champs Pierreux 92 000 NANTERRE